

ATELIER 18

LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DU DROIT DE LA FAMILLE

INTERVENANTS :

Philippe BARON, avocat au barreau de Tours, Président de la commission Numérique du Conseil national des barreaux

Charlotte ROBBE, avocate au barreau de Paris, Vice-Présidente de la commission des Textes du Conseil national des barreaux

Brigitte BOGUCKI, avocate au barreau de Paris

PLAN

1

L'OUVERTURE DU E-DCM

2

LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE ET NOS RÈGLES PROFESSIONNELLES

- Les règles de sécurité
- La confidentialité au regard de nos règles professionnelles

3

LES OUTILS NÉCESSAIRES ET SITES DU QUOTIDIEN POUR UN FAMILIALISTE

- Les outils du quotidien (online ou non)
- Les sites du familialiste

4

LES OUTILS DU CNB



1

L'OUVERTURE DU E-DCM



PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DCM

Le DCM extrajudiciaire

(depuis loi « J21 » du 18 nov. 2016
entrée en vigueur au 1^{er} janv. 2017)

Fondement : art. 229-1 et suivants du C. civ.

« Lorsque les époux s'entendent sur la rupture du mariage et ses effets, ils constatent, assistés chacun par un avocat, leur accord dans une convention prenant la forme d'un acte sous signature privée contresigné par leurs avocats et établi dans les conditions prévues à l'article 1374 [acte sous signature privée contresigné par avocat(s)] »

Le DCM extrajudiciaire par voie électronique

(depuis la loi du 23 mars 2019)

Fondement : art. 1175, 1° du C. civ.

« Il est fait exception aux dispositions de l'article précédent [art. 1174 du C. civ. qui pose un principe d'équivalence entre écrit papier et numérique lorsque l'écrit est exigé à titre de validité] pour :

1° Les actes sous signature privée relatifs au droit de la famille et des successions, sauf les conventions sous signature privée contresignées par avocats en présence des parties et déposées au rang des minutes d'un notaire selon les modalités prévues aux articles 229-1 à 229-4 »

LE CADRE JURIDIQUE DU DCM EXTRAJUDICIAIRE

Les points clés :

1

La convention de divorce prend la forme d'un acte sous signature privée contresigné par les avocats de chacun des époux (art. 229-1 et art. 1374 du C. civ.)

2

La signature de l'acte doit avoir lieu en présence des époux et des avocats réunis ensemble dans un même lieu (art. 1145 du CPC), sans substitution ni délégation possible (art. 7.2 du RIN)

3

La transmission de la convention à un notaire pour son dépôt au rang des minutes (art. 229-1 du C. civ.) par l'avocat le plus diligent dans un délai de 7 jours à compter du jour de la signature de la convention (art. 1146 du CPC). Le notaire dépose la convention au rang des minutes dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la convention par le notaire (art. 1146 du CPC).

LE DCM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

La loi n° 2019-222 du 23 mars 2019, dite « Loi Belloubet » a permis le recours à la signature électronique pour le divorce par consentement mutuel



Le Conseil national des barreaux mettait déjà à disposition de la profession une plateforme de signature électronique (e-Acte)



Le Conseil national des barreaux implémente une fonctionnalité dans la plateforme e-Acte permettant la signature électronique de divorce par consentement mutuel



Le dispositif de signature électronique garantit la concomitance des signatures ainsi que la localisation des parties et de leurs avocats.

LE DCM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Les principales caractéristiques de cette nouvelle fonctionnalité sont de :

- 1 Proposer la convention à la signature des parties dans le respect des obligations prévues par le Code civil et de la contresigner dans des conditions permettant de garantir l'identité de chacun des avocats contresignataires et l'intégrité de l'acte
- 2 S'assurer de la présence des parties et de leurs avocats dans un même lieu et au même moment pour procéder à la signature
- 3 Générer un acte électronique d'un poids maximum de 20Mo dans un format informatique lisible par les logiciels utilisés par les notaires
- 4 Transmettre la convention établie par la voie électronique au notaire par lettre recommandée électronique

LE DCM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Une signature électronique qualifiée



La signature électronique de l'avocat utilisant la plateforme proposée par le CNB est une signature qualifiée au sens de l'article 1367 du Code civil qui remplit les critères exposés par l'article 1^{er} du décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 lequel renvoie au Règlement UE n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché



Cette signature électronique est présumée fiable ce qui en fait l'équivalent d'une signature manuscrite, identifiant son auteur et manifestant son consentement



Toute convention de divorce par consentement mutuel établie au moyen de la plateforme du CNB constitue un écrit électronique au sens de l'article 1366 du code civil, que le notaire devra accepter comme tel. Le notaire ne peut donc refuser de procéder au dépôt d'une convention établie par voie électronique pour ce motif

LE DCM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

La signature électronique en présence des avocats et des parties

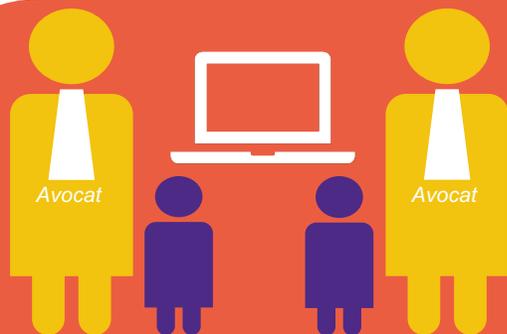


La signature électronique doit être effectuée, en présence physique et simultanément, par les parties et les avocats rédacteurs

La plateforme mise à disposition par le Conseil national des barreaux garantit que les parties et les avocats ont respecté l'obligation présentielle pour la signature de la convention. Le dispositif de contrôle est basé sur l'adresse IP :

- Si l'adresse IP de tous les signataires est identique : la signature électronique est possible
- Si une adresse IP diffère : le processus de signature de l'acte est bloqué

PARCOURS DU DCM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE



1

Signature de la convention de e-DCM au sein de la plateforme e-Acte d'avocat

L'outil garantit :

- La concomitance des signatures
- La localisation des parties
- La localisation des avocats

Articles 1175 et 1145 du code civil



Transmission de la convention de divorce et de ses annexes au notaire



2

Dépôt de la convention au rang des minutes par le notaire

Le dépôt au rang des minutes :

- Intervient dans un délai de 15 jours suivant la date de réception de la convention par le notaire
- Donne ses effets à la convention en lui conférant date certaine et force exécutoire

LE DCM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Plan de déploiement du e-DCM



- 1^{ère} étape | **10 mars 2022** | Déploiement d'e-DCM pour une phase de test uniquement auprès d'avocats pilotes



- 2^{ème} étape | **juin 2022** | Lancement officiel du module e-DCM, ouvert à tous les avocats



- Le module e-DCM sera payant
- Pour chaque nouvel e-DCM créé, l'avocat recevra une facture

PARCOURS DCM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Démonstration de l'outil



2

LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE ET NOS RÈGLES PROFESSIONNELLES



LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE



LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Les antivirus
et ordinateurs
sont à jour

Méfiance de
tout ce qui
vient de
l'extérieur

Mots de
passe forts
et uniques

RÈGLES DE BASE DE LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE

- Avoir un système d'exploitation à jour
- Avoir un anti-virus à jour
- Mettre des mots de passe sur les ordinateurs, smartphones, tablettes
- Utiliser un VPN pour se connecter sur un réseau non sécurisé
- Ne pas ouvrir de fichiers dont vous ne connaissez pas la provenance
- Ne pas accepter de clé USB
- Pensez aux sauvegardes sur plusieurs lieux et différents supports
- Protéger vos données en ligne avec une extension pour votre navigateur (type disconnect)
- Avoir une seconde clé RPVA



LE MOT DE PASSE

NE DOIT PAS

- Être écrit
- Être une date de naissance
- Être un mot de la langue française
- Être accessible en contournant par le wifi
- Être ré-utilisé
- Être donné ou envoyé (phishing)

DOIT

- Comporter des chiffres, des majuscules, des minuscules et des caractères spéciaux (\$,@%=...)
- Faire au moins 12 caractères
- Être facile à retrouver même si difficile à mémoriser
- Être modifié régulièrement plusieurs fois par an

EXEMPLE DE MOT DE PASSE SÉCURISÉ ET MÉMORISABLE

Exemple

L'article 1797 du code civil : « *L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.* »

Donne comme mot de passe

1797=L'erdfdpq'ie



QUELQUES LOGICIELS DE SÉCURITÉ

Gestion de mots de passe

DASHLANE, KEEPASS, LASTPASS

VPN

NordVPN, pureVPN, expressVPN (à noter dashlane en a un intégré, un peu lent)

Antivirus, dans l'idéal suite de sécurité

Kaspersky, Norton, McAfee, Bitdefendeur, AVG, Avast, Intego (pour Mac)

LE PHISHING

L'idée est de vous tromper en se faisant passer pour un organisme de confiance comme une banque, une administration, un service professionnel, pour que vous communiquiez vos mots de passe

Solution simple: NE JAMAIS CLIQUER sur un email vous donnant un lien vers un site sur lequel vous allez devoir entrer votre mot de passe

A la place, allez sur le site concerné comme vous le faites d'habitude.

QUELQUES SITES INTERNET SUR LA CYBERSECURITÉ

www.virustotal.com : pour vérifier si une page internet ou un fichier est vérolé

<https://haveibeenpwned.com/> pour vérifier si votre adresse email a fait l'objet d'un piratage

<https://www.ssi.gouv.fr/> pour lire les conseils de sécurité, c'est un site gouvernemental français

<https://secnumacademie.gouv.fr/> si vous voulez en savoir plus sur les bonnes pratiques de sécurité, toute une série de petits cours simples et efficaces. C'est gratuit et fourni par le gouvernement français

<https://phishing-initiative.fr/contrib/> pour indiquer les éventuelles adresses des emails de phishing que vous recevez et ainsi participer au combat

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/> pour se faire aider si vous faites l'objet de cybermalveillance

L'APPLICATION DE NOS RÈGLES PROFESSIONNELLES À LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE



SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ

Quand c'est
Gratuit c'est
Moi le produit

Crypter pour
Garantir la
Confidentialité

Attention aux
Législations
étrangères

LE SECRET PROFESSIONNEL

- Pour le respect de nos obligations déontologiques et notamment du secret professionnel, il nous appartient de faire en sorte que nos correspondances avec nos clients soient protégées au mieux
- Le patriot act oblige les entreprises américaines à donner à leur gouvernement accès à leurs données
- La loi française sur la sécurité intérieure est également pas très sécurisée pour nos données
- Dans ces conditions il est raisonnable d'exclure les services de Cloud américain (Icloud, Google Drive, Dropbox) ou de transfert de données (type Wetransfer). Utiliser le cloud du CNB : <https://partage.cnb.avocat.fr>
- De même peut-on crypter les e-mails ou à tout le moins les documents transférés (notamment via les ZIP). Le degré de cryptage pouvant légitimement varier en fonction de la situation et du risque de hack
- Utiliser un VPN et un écran de confidentialité dans les transports

LES ADRESSES EMAILS

A EVITER

- Les adresses emails « gratuites » (rien n'est vraiment gratuit), une exception protonmail
- Les adresses emails liées au fournisseur d'accès Internet
- Télécharger un fichier ou cliquer sur un lien quand on n'est pas certain de son origine

A FAIRE

- Avoir plusieurs adresses emails en fonction de leur utilisation ou des personnes qui peuvent les lire
- Filtrer automatiquement les emails pour se faciliter le travail
- En fonction de la situation, prévoir un cryptage des emails ou au moins des pièces jointes sensibles

QUESTIONS - RÉPONSES



3

OUTILS NÉCESSAIRES ET SITES DU QUOTIDIEN POUR UN FAMILIALISTE



LES OUTILS DU QUOTIDIEN



SE FAIRE PAYER PAR CARTE BANCAIRE

Solutions pour se faire payer on-line

- Passer un contrat avec sa banque et le faire intégrer sur son site Internet
- Prendre un abonnement auprès d'un prestataire de paiement en ligne

Solutions pour se faire payer par CB au cabinet

- Prendre un terminal de paiement auprès de sa banque
- Prendre un boîtier de paiement individuel
- Utiliser le backoffice des solutions on-line

- MangoPay, Lyra, Stripe, Paypal, SumUp, Izettle...

LA VISIO CONFÉRENCE ET LA CONFIDENTIALITÉ

- Le gratuit à nouveau, n'est pas gratuit et non sécurisé
- La solution du CNB (consultation.avocat.fr)
- JITS
- Déterminer la sécurité nécessaire et prendre l'outil le plus adapté

LA GESTION DES PDF

- Le PDF peut être créé, coupé, déplacé, commenté, annoté, comparé, tamponné, rassemblé
- Il existe des dizaines de logiciels, il faut choisir celui avec lequel on est à l'aise
- Attention aux services en ligne
- Les traitements de textes usuels prévoient la transformation en PDF
- La plupart des logiciels « avocats » intégrés gère cette transformation
- Il vaut mieux envoyer par email des documents joints en PDF plutôt qu'en format document (word par exemple)
- Les PDF peuvent être configurés avec des règles de sécurité et des mots de passe

LA NUMÉROTATION DES PIÈCES

- Certains logiciels avocats (comme SECIB) ont un module de numérotation et de gestion des pièces communiquées
- Il existe des logiciels extérieurs qui le font (comme e-tampon, tampon numérique, Isidoc...)
- Cela peut être fait en utilisant la fonction « tampon » d'un logiciel de PDF

LES SITES DU FAMILIALISTE



LA PLATEFORME AVOCAT.FR

Annuaire des avocats Saisir le médiateur Site institutionnel

CONSULTER UN AVOCAT



MON AVOCAT ET MOI ▾

LA JUSTICE ET MOI ▾

MES DROITS EN PRATIQUE ▾

QUI SOMMES-NOUS ?

avocat.fr

avocat.fr

70 000 avocats partout en France pour vous conseiller et vous défendre au quotidien.



JE TROUVE UN AVOCAT PRÈS DE CHEZ MOI >

L'annuaire des avocats de France



JE PRENDS RENDEZ-VOUS EN LIGNE >

Prévoir et préparer sa consultation en cabinet



JE DEMANDE À ÊTRE RAPPELÉ PAR UN AVOCAT >

Prendre rendez-vous et obtenir des réponses personnalisées rapidement



JE CONSULTE UN AVOCAT EN LIGNE PAR VISIOCONFÉRENCE >

Des réponses personnalisées où que vous soyez



20 janvier 2021

Pensions alimentaires : en cas d'impayé, il reste l'intermédiation financière

Depuis le 1er janvier 2021, la Caisse d'Allocations Familiales (Caf) ou la Mutuelle Sociale Agricole

LE GROUPE FACEBOOK DES AVOCATS FAMILIALISTES



facebook.com/groups/avocats.familialistes

- Initiative privée
- Près de 6000 avocats français familialistes
- Échanger en live sur les problématiques de droit de la famille, les demandes de postulation ou d'informations locales

LE GROUPE FACEBOOK DES AVOCATS DES M.A.R.D.



facebook.com/groups/avocats.des.MARD/

- Initiative privée
- Échanger sur les M.A.R.D.

Avocats des M.A.R.D

🔒 Groupe Privé · 527 membres

À propos Discussion

Rejoindre le groupe

À propos de ce groupe

Ce groupe a pour vocation de rassembler les avocats inscrits à un Barreau français voire honoraires qui sont formés aux Modes Alternatifs/amiabes de Règlement des Différends que sont le droit Collaboratif et/ou la médiation ou envisagent de le faire et les favorisent. Pour nous rejoindre, il faut impérativement répondre aux questions. Merci de votre compréhension. Voir moins

👤 Profil

LEGIFRANCE



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

[Legifrance.gouv.fr](https://legifrance.gouv.fr)

- En tapant l'article recherché dans google on arrive plus vite au résultat

Effectuer une recherche dans :

Tous les contenus Dans tous les champs

Ex. : L. 121-1, CGI, 10-15056, dol, majeurs protégés

RECHERCHER

[RECHERCHE AVANCÉE](#)

Vous avis

LA GRANDE BIBLIOTHÈQUE DU DROIT



Accueil Discussion

Rechercher

lagbd.org

Bienvenue sur la Grande Bibliothèque du Droit ! Ceci est une bibliothèque contributive. Vous pouvez nous [proposer](#) des articles.

La Grande Bibliothèque du Droit est une bibliothèque juridique en ligne, en accès libre et gratuit, créée par le Barreau de Paris.

Les lecteurs et contributeurs ne doivent pas oublier de consulter les [Avertissements juridiques](#).

Welcome to the Grand Law Library ! This is a participatory e-library. You can [send us](#) your publications

Version imprimable



Rechercher sur la GBD

Les dernières publications

- L'absence de validité d'une convention de forfait en jours sur l'année permet-elle néanmoins au salarié de conserver les jours de réduction du temps de travail (RTT) dont il bénéficiait en contrepartie de l'existence de ce forfait-jours ?
- Commentaire d'arrêt, Cour de cassation, Chambre sociale, le 6 Janvier 2021, n° 19-18.549 - Rupture conventionnelle et manœuvres dolosives(fr)
- Les conséquences du Brexit sur la Premier League anglaise et l'English Football League (fr)
- Comment réduire la fiscalité des donations ? (fr)
- Cession partielle d'activité : transfert total ou partiel du contrat de travail ? (fr)
- Modification de Aperçu de la fiscalité des cryptomonnaies Article 1 sur 3 : Rapide historique de la fiscalité française des cryptomonnaies(fr)
- Oublier d'inscrire un changement d'adresse sur ses brevets : une erreur potentiellement coûteuse ! (fr)

Index général

· A · B · C · D · E · É · F · G · H · I · Î · J · K · L · M · N ·
O · P · Q · R · S · T · U · V · W · X · Y · Z ·

Catégories les plus consultées :

Droit de la famille * Droit social * Droit pénal * Propriété intellectuelle * Droit administratif * Protection des données personnelles * COVID-19

ZOOM SUR...

> La réforme de la procédure civile :

- Modèles d'actes devant le tribunal judiciaire et le tribunal de commerce (Conseil National des Barreaux)
- Informations et modèles d'actes

> Intelligence artificielle, justice pénale et protection des données à caractère personnel (Mémoire de recherche)

> Documentation et comptes rendus des formations du Barreau de Paris

PRÉSENTATION

Accueil
Page au hasard
Avertissements
Présentation de la GBD
Die Präsentation von die große Rechtsbibliothek
Presentation of the Grand Law Library
La Grande Biblioteca del Diritto .
Presentazione
عرض المكتبة الكبرى للقانون

La Charte de la GBD

Français
English
Deutsch
Español
الميثاق العربي
русский
中国
Proposer un article

Partenaires / Partnership

FALM

Outils



ENSEMBLE, DES FAMILLES, DES ACTEURS

7 ET 8 MARS 2022



- Une mine d'informations en droit français créée par divers barreaux français

PORTAIL EUROPÉEN E-JUSTICE

Un site web officiel de l'Union européenne Comment le vérifier? ▼

[S'abonner aux mises à jour](#) | [Personnaliser cette page web](#) | [S'enregistrer](#) ou [Se connecter](#)



français FR

Rechercher

Menu ▼

[Recherche avancée](#)

Bienvenue dans la version bêta du portail européen E-Justice

Nous espérons que la version bêta du portail vous plaira. Veuillez nous faire part de vos remarques en cliquant sur «Donnez votre avis» (cadre jaune à gauche de l'écran).

La nouvelle version du portail est régulièrement mise à jour et améliorée. La version actuelle et la nouvelle version du portail continueront d'exister en parallèle jusqu'à l'achèvement du processus de migration.

À la une

- Incidences de la pandémie de COVID-19 sur la justice
- Atlas judiciaire européen en matière civile
- Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale
- Réseau judiciaire européen en matière pénale

Droit de la famille et droits de succession

Fournit des informations juridiques relatives au droit de la famille concernant les questions transfrontières au sein de l'UE.

- Successions
- Divorce et séparation de corps

Créances pécuniaires

Fournit des informations sur la législation, les procédures, les redevances et les formulaires relatifs aux questions financières.

- Injonction de payer européenne
- Frais de justice applicables à la procédure européenne d'injonction de payer

Procédures judiciaires

Trouvez des informations sur les procédures judiciaires en matière civile et pénale.

- Affaires civiles
- Affaires pénales
- Les ventes judiciaires

beta.e-justice.europa.eu

- Des informations sur les différents droits des pays de l'UE
- Le droit européen
- La jurisprudence européenne
- Les informations sur le réseau judiciaire européen
- Des guides pour les praticiens du droit publiés par le RJE

LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE



Français FR Invité

<https://eur-lex.europa.eu>

EUROPA > Page d'accueil EUR-Lex > Législation de l'UE

RECHERCHE RAPIDE

RECHERCHE

Conseils pour la recherche

Besoin de plus d'options de recherche? Utilisez Recherche avancée

Relations UE-Royaume-Uni

Législation de l'UE

> Traités

Actes juridiques

Textes consolidés

Accords internationaux

Documents préparatoires

Documents AELE

Procédures d'élaboration de la législation

Synthèses de la législation de l'UE

> Parcourir

Jurisprudence de l'Union

Jurisprudence

Recueil numérique

Répertoire de la jurisprudence

Informations

Actualité

Dernières évolutions d'EUR-Lex

Statistiques

> Registre ELI

Budget en ligne

Législation et jurisprudence nationales

Transposition nationale

Jurisprudence nationale

Jurisprudence JURE

Journal officiel

Dernier numéro: 22/01/2021

L021 L022 — C024 C024I C025 C026

Plus >

Rechercher par numéro de document

Année

Numéro

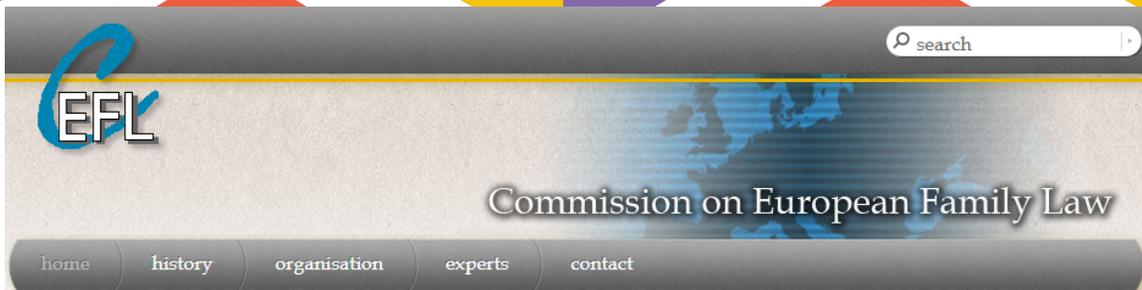
Tous les types de documents

Rechercher par numéro CELEX



- L'accès au droit de l'union européenne

COMMISSION ON EUROPEAN FAMILY LAW



Welcome to CEFL

Welcome to the website of the Commission on European Family Law. Please choose from one of the six options below.



The Commission on European Family Law is proud to announce the launch of its fifth set of Principles, the Principles of European Family Law Regarding Property, Maintenance and Succession Rights of Couples in *de facto* Unions. The Principles were presented to representatives of the Scottish Law Commission, the Scottish Parliament Policy Committee and the Family Law Society in Glasgow. The Principles have been published in book form in the [EFL series](#) and are available

ceflonline.net/

- Organisme privé
- En anglais
- Des informations sur les droits des différents pays

LE CONSEIL DES BARREAUX EUROPÉENS



EN FR

ccbe.eu/fr/

- Notamment pour trouver des avocats dans d'autres pays

LES NOTAIRES D'EUROPE

The screenshot shows the homepage of the Notaries of Europe website. At the top, there is a navigation bar with the text 'Notaires d'Europe' and 'Garants de la sécurité juridique'. Below this is a menu with categories: 'Présentation', 'Fonction notariale', 'Thèmes UE', 'Outils pratiques', 'Actualités', and 'Évènements'. The main content area features a large banner with the website logo and three images: a family, a hand holding a house model, and hands holding a ring. Below the banner, there are sections for 'Au sujet des Notaires d'Europe' (with a video player), 'Dernières Publications' (listing articles from 2020), 'Actualités Récentes' (listing news from 2021), and 'Évènements à venir' (listing the XII Congrès national du notariat espagnol). A button at the bottom of the news section says 'S'inscrire à notre lettre d'information'. At the bottom of the page, there are four promotional banners: 'Actes authentiques en Europe', 'MEDIATION 2017-2018', 'LE DROIT DE L'UE AU SERVICE DES CITOYENS', and 'Successions en Europe'.

notaries-of-europe.eu

- Droit de la famille
- Actes notariés
- Noms de notaires ou équivalents européens

L'EXÉCUTION JUDICIAIRE EN EUROPE



Exécution judiciaire en Europe
European judicial enforcement

Les huissiers de justice en Europe

Accueil | Fiches EJE | Actualités | Newsletters | Dossiers | Annuaire

Fiches thématiques

- Allemagne >
- Belgique >
- Ecosse >
- France >
- Hongrie >
- Italie >
- Luxembourg >
- Pays-Bas >
- Pologne >

LE PROJET EJE

La possibilité pour un citoyen ou une entreprise de pouvoir procéder à l'exécution forcée d'un titre exécutoire, émis par une autorité nationale en matière civile et commerciale, dans un autre pays de l'Union européenne est un besoin prioritaire pour le bon fonctionnement de l'espace judiciaire européen. Cofinancé par l'Union européenne, le projet EJE a pour objectif d'améliorer l'exécution des décisions de justice en...

[Voir la suite](#)

ANNUAIRE

Rechercher un Huissier de

France

Nom ou raison sociale

Ville ou CP

[plus de critères](#)

valider

DOSSIERS

FR EN

Dossier 3 – La procédure européenne de règlement des petits litiges.
20 août 2012

Le règlement (CE) N° 861/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges est à la disposition des citoyens européens pour les litiges...

[Voir la suite](#)

ACTUALITÉS

FR EN



Final conference of the EJE project - June 18th 2012
Lu, 18/06/2012

[Voir la suite](#)

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne



Copyright

[Contactez-nous](#) | [Plan du site](#) | [FAQ](#) | [Mentions légales](#)

europe-eje.eu/

- Organisé par la chambre nationale des huissiers de justice française

LE SITE DES CONVENTIONS DE LA HAYE



English Autres langues ▼ Portail sécurisé Recherche ...

MEMBRES ET PARTIES ▼ INSTRUMENTS ▼ PROJETS ▼ GOUVERNANCE ▼ PUBLICATIONS ET ÉTUDES ▼



hcch.net/fr/home

- Toutes les conventions de la Haye
- Des tableaux pour savoir qui est signataire



La Namibie devient le 87e Membre de la HCCH..
19 janv. 2021



Singapour adhère à la Convention
Apostille..
18 janv. 2021



La Convention Protection des adultes
entre en vigueur en Belgique..
4 janv. 2021

[VOIR TOUTES LES ACTUALITÉS](#)



[HCCH VIDEO](#)

LA PAGE DE L'ENTRAIDE CIVILE INTERNATIONALE DU MINISTÈRE

The screenshot shows the website interface for international civil assistance. At the top, there is a navigation bar with links for ACCUEIL, PRESSE, DROITS & DÉMARCHES, TEXTES & RÉFORMES, MÉTIERS, and JUSTICE EN RÉGION. Below this is the logo of the Ministry of Justice and a search bar. A secondary navigation bar includes links for MINISTÈRE, ORGANISATION DE LA JUSTICE, PUBLICATIONS, PRISON ET RÉINSERTION, EUROPE ET INTERNATIONAL, and HISTOIRE ET PATRIMOINE. The main content area is titled 'Entraide civile internationale' and includes a sub-header 'Textes en vigueur - Avertissement - Sommaire'. A red notice indicates a 'MAJ au 13/12/2016'. Below this, there are links for 'Circulaire CIV/20/05 du 1er février 2006 (NOR : JUS C 05 20 961 C) version consolidée' and 'Tarifs des huissiers en matière de significations internationales'. A prominent warning sign icon is displayed above the text: 'AVERTISSEMENT'. The text explains that the transmission of an act for international notification depends on applicable rules, which may vary in directness and length. It notes that in France, additional processing delays are required for different authorities in the destination state. A sidebar on the right lists various topics under 'Europe et international' and 'Vidéos', including 'La justice européenne', 'Le Brexit en pratique', 'La justice internationale', 'Les règles pénitentiaires européennes', 'Organismes rattachés et partenaires du ministère', 'Etudes de droit comparé', 'Textes et réformes lien', 'Entraide pénale internationale', 'Entraide civile internationale', 'Secrétariat général des affaires européennes lien', 'La parole à...', 'La coopération familiale internationale', 'Le Traité de Rome et le Parquet européen', 'Les 60 ans des traités de Rome', and 'La Parole à Emmanuel DECAUX N°3 Les Droits de l'homme dans le'.

<http://www.justice.gouv.fr/europe-et-international-10045/entraide-civile-internationale-11847/recherche-par-territoire-19584.html>

- On y trouve de nombreux pays et un moteur de recherche par territoire
- On peut y télécharger les instruments internationaux et les formulaires
- On y trouve des informations sur les significations internationales



ACCUEIL AFRIQUE AMÉRIQUES ASIE MAGHREB EUROPE INSTRUMENTS LETTRE CONTACT

Nouveautés
JaFBase ?
Contribuez !

FAQ



la Lettre

Dernières mises en ligne

Ce site a été **mis à jour et augmenté le 21 octobre 2020.**

Parmi les nouveautés : Cuba, Italie, droit de l'Union, Congo-Kinshasa, Monténégro, Cap-Vert, Espagne, Tchad, Soudan, Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry, Cameroun, Monaco

Une nouvelle version de la carte mentale est disponible sur la page Instruments, augmentée des précisions nécessaires à l'application du règlement régimes matrimoniaux.

Contribuez !

Contribuez au développement de la base en nous adressant vos documents, vos commentaires et en nous faisant part de vos attentes.
Il suffit de cliquer sur '[Contact](#)'.

Sont particulièrement recherchés : le code civil de la République populaire du Congo, le code de la famille du Monténégro

La carte mentale

jafbase.fr/

- Pour avoir des informations sur le droit de la famille dans presque tous les pays du monde
- Initiative privée
- À noter une fabuleuse carte mentale (mindmap) sur les règles de conflits de loi en droit européen de la famille

COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ÉTAT CIVIL

ciec1.org



Présentation de la CIEC

- En bref
- Informations générales
- Chronique
- Actualités
- Statuts

Instruments

- Conventions
- Recommandations
- Lexique de termes d'état civil
- Signature-ratification-adhésion

Plateforme CIEC

- En bref
- Description détaillée

Publications

- "La CIEC" (éditions Kluwer)
- Etudes
- Colloques organisés par la CIEC

Documentation

- Guide Pratique international de l'état civil
- Rapports du Secrétariat Général
- Liens

La CIEC est une organisation intergouvernementale dont le but est de promouvoir la coopération internationale en matière d'état civil et d'améliorer le fonctionnement des services nationaux d'état civil. À cette fin, elle tient à jour une documentation législative et jurisprudentielle exposant le droit des États membres, fournit à ces États des renseignements et expertises, effectue des études juridiques et techniques, édite des publications et élabore des Conventions et Recommandations.

- CIEC - Secrétariat Général
- 3 place Arnold F-67000 STRASBOURG
- Tél +33-(0)388 611862
- e-mail : ciec-sg@ciec1.org

- Droit de l'état civil des états membres

LA LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE

UNE QUESTION ? NOTRE ASSISTANCE VOUS RAPPELLE [PAR TÉLÉPHONE](#) [CONTACT](#)

AR24 Accueil Produits et services ▾ Pour qui ▾ Tarifs Blog [Inscription](#) [Se connecter](#)

J'ai reçu une LRE AR24 : m'identi... **10 000+** PROFESSIONNELS DU DROIT L'UTILISENT DÉJÀ

Recommandés électroniques en ligne avec A/R
:
fiable, pratique, rapide, économique et écologique

[Commencez maintenant](#) [Demandez un devis](#)

ou [connectez-vous](#)

Courriers qualifiés eIDAS et horodatés par des prestataires certifiés ANSSI | Jusqu'à 256Mo de pièces jointes par recommandé | 2 à 5x moins cher qu'un envoi papier ou avec machine à affranchir | 10 ans d'archivage (preuves et contenus) sans coûts cachés

Ils nous font confiance

[Ar24.fr](https://ar24.fr)

- Pour les DCM, l'envoi de la RAR est plus rapide, moins cher et plus sûr
- Certifié eIDAS
- Choisir la lettre certifiée et utiliser la clé RPVA
- Faire signer en amont une autorisation au client, modèle sur le site ar24

3

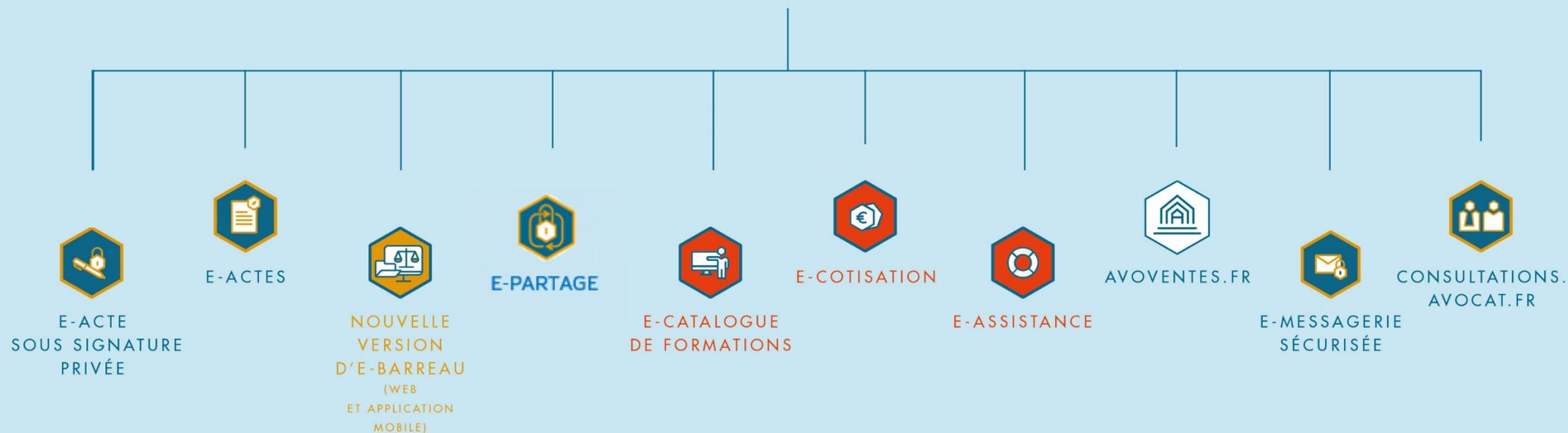
LES OUTILS DU CNB





CONSEIL NATIONAL
DES BARREAUX

LES AVOCATS



Pour + d'infos sur les outils, consultez l'e-Assistance, rubrique « Les services numériques du CNB » : <https://assistance.cnb.avocat.fr/hc/fr>

LES OUTILS DU CNB



AVOCAT.FR

Développez votre clientèle grâce à ce service de mise en relation qui vous permet de référencer vos compétences et spécialisations, de fixer vos tarifs et de prendre rendez-vous.



E-CONVENTIONS D'HONORAIRES

Simplifiez vos échanges avec vos clients grâce à des conventions d'honoraires dématérialisées et la possibilité pour vos clients de signer électroniquement.



E-MESSAGERIE SÉCURISÉE

Une adresse de messagerie certifiée fiable et sécurisée disponible sur ordinateur et sur application offrant tous les avantages d'une suite de services nécessaires à l'avocat :

- carnet d'adresses permettant d'accéder à tous vos contacts
- agenda
- gestionnaire de tâches
- espace de stockage 50 go
- partage de documents illimité
- messagerie instantanée pour échanger rapidement
- suite bureautique
- archivage chiffré



E-ACTES D'AVOCAT

Gagnez en temps, en souplesse et en sécurité grâce à cet outil vous permettant d'établir vos actes d'avocats (transactions, cessions de parts etc...) de manière 100% électronique, simple à exploiter, rapide à utiliser, totalement sécurisé et ayant toute la valeur d'un acte d'avocat papier.



E-ACTES SOUS SIGNATURE PRIVÉE

Simplifiez la réalisation des actes sous signature privée en permettant à vos clients de signer électroniquement leurs actes à distance ou en présentiel. Avocat initiateur ou avocat conseil, sollicitez ou soyez sollicité par votre confrère pour soumettre et valider un acte ayant toute la valeur d'un acte papier.



E-PROCÉDURES PARTICIPATIVES

Accompagnez vos clients dans la résolution amiable de leurs différends en facilitant la conclusion de conventions de procédures participatives dématérialisées.



AVOVENTES.FR

Une plateforme digitale recensant toutes les annonces en France de ventes aux enchères publiques immobilières qui s'adresse aussi bien aux avocats qu'au grand public. Ce site internet permet une approche complète des ventes à la barre d'immeubles saisis ou licités.

LES OUTILS DU CNB

FORMATION



E-CATALOGUE DE FORMATIONS

Remplissez votre obligation de formation annuelle de 20 h en toute simplicité grâce à un catalogue de plus de 1 000 formations homologuées en présentiel ou à distance proposées par les CRFPA, les organismes de formation, les universités et le CNB. En un clic, répertoriez et conservez les formations que vous souhaitez mener et inscrivez-vous directement en ligne.

EVÈNEMENTS FORMATIONS

ADMINISTRATION



E-COTISATION

Simplifiez-vous la vie et réglez directement en ligne les cotisations du Conseil national des barreaux : simple, rapide et sécurisé.



i-CARPA

Un service, qui selon les accords avec votre barreau, vous permet de consulter de manière sécurisée les mouvements de fonds sur votre compte CARPA, de suivre les règlements de vos missions d'aide juridictionnelle et de décompter vos heures de formation.



E-ASSISTANCE

Un problème avec les services numériques du CNB ? e-Assistance est là pour vous aider. Plus fonctionnel, disponible 7j/7 et 24h/24, constamment actualisé, le portail d'aide en ligne vous permet de résoudre toutes vos difficultés en quelques clics grâce notamment à une météo des services, à un moteur de recherche performant et à un chat vous permettant d'échanger avec nos conseillers.



E-BARREAU

Une plateforme d'échange direct avec les tribunaux judiciaires, les tribunaux de commerce et les Cours d'Appel afin de consulter les dossiers des affaires et le registre des audiences et d'envoyer et recevoir les courriers électroniques, actes et pièces de procédure.



TÉLÉRECOURS TA & CAA*

Un service fourni par le Conseil d'Etat qui vous permet d'échanger avec les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel afin de consulter les dossiers de vos affaires, et d'envoyer et recevoir les courriers électroniques, actes et pièces de procédure.



TÉLÉRECOURS CONSEIL D'ETAT*

Développée par le Conseil d'Etat, cette plateforme vous permet d'échanger directement avec cette institution afin de consulter les dossiers de vos affaires, et d'envoyer et recevoir les courriers électroniques, actes et pièces de procédure.

RÉPONSES AUX QUESTIONS FRÉQUEMMENT POSÉES ET MANUELS SUR L'E-ASSISTANCE

The screenshot shows the 'e-Assistance' website. At the top left is the 'e-Assistance' logo. At the top right, it says 'Site institutionnel cnb.avocat.fr' and 'État des services'. The main heading is 'Les services numériques'. Below it is a sub-heading: 'Le Conseil national des Barreaux vous accompagne dans la digitalisation de votre activité.' The page features eight service cards arranged in two columns. Each card has a title, a description, and a link. A chatbot icon is visible in the bottom right corner of the page.

Service	Description
e-barreau	Connexion et utilisation du service, aide à la résolution des problèmes fréquents
Nouvelle version d'e-barreau	Connexion et utilisation de la nouvelle version d'e-barreau, aide à la résolution des problèmes fréquents. Cette catégorie contient des articles en cours de construction.
e-dentitas	Sécurisation de votre connexion aux services numériques et gestion de vos délégations.
e-Messagerie sécurisée (Cloud privé)	Le CNB offre aux avocats une adresse mail professionnelle ainsi que des capacités de stockage et de partage de dossiers numériques. Vous trouverez ici comment en bénéficier.
e-Acte sous signature privée	Signature électronique d'actes sous signature privée.
e-Acte (Acte d'Avocat)	Acte d'Avocat Électronique natif et e-convention.
Le VPN Avocat	Installation et utilisation du VPN Avocat, destiné à renforcer la sécurité de votre connexion à certains de nos services.
Services des partenaires du CNB	Documentation et assistance sur les autres services mis à disposition par les partenaires du CNB

Un problème de connexion ?
👉 On vous aide à trouver une réponse ici !

RÉPONSES AUX QUESTIONS FRÉQUEMMENT POSÉES ET MANUELS SUR L'E-ASSISTANCE

Conseil national des barreaux > Les services numériques > Nouvelle version d'e-barreau > Dossiers > Manuels utilisateurs

Saisissez votre question ici.

Votre exercice professionnel

Les services numériques

e-barreau

Nouvelle version d'e-barreau

Dossiers

Manuels utilisateurs

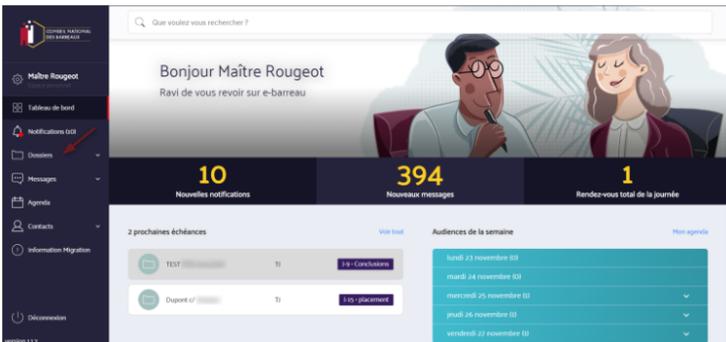
- Créer un dossier et consulter ses informations**
- Effectuer une inscription en référé
- Effectuer un placement au fond
- Interjeter appel (déclaration d'appel, déclaration de saisine)
- Interjeter appel (autre saisine)
- Créer un dossier de médiation et consulter ses informations

Créer un dossier et consulter ses informations

Cet article a été mis à jour par notre équipe il y a 3 mois.

Dans la rubrique "Dossiers" vous pouvez créer, modifier ou consulter un dossier.

Dans le menu latéral, cliquez sur « Dossiers ». Vous accédez directement à la liste de vos dossiers.



Un code couleur indique le type de dossier :

- Bleu clair : dossiers TI

Conseil national des barreaux > Les services numériques > e-Acte sous signature privée

Saisissez votre question ici.

Votre exercice professionnel

Les services numériques

e-barreau

Nouvelle version d'e-barreau

e-dentitas

e-Messagerie sécurisée (Cloud privé)

e-Acte sous signature privée

Manuels utilisateurs

Quelle différence entre e-Acte sous signature privée et e-Actes ?

Cet article a été mis à jour par notre équipe il y a 2 mois.

Les actes sous signature privée ne nécessitent pas une signature d'avocat.

Voici quelques principes fondamentaux de la plateforme :

- La plateforme ne sert pas à « réaliser » les documents.
- L'usage de la plateforme intervient en fin de processus, lorsque l'acte est finalisé et prêt à être signé.
- L'acte sera ainsi préparé via les outils classiques de bureautiques** avant d'être intégré sur la plateforme dans sa version finalisée.
- La plateforme n'intègre **pas de vérification d'identité des différents signataires**. Ces actions sont à réaliser en amont de la plateforme, dans le cadre du respect de la déontologie.

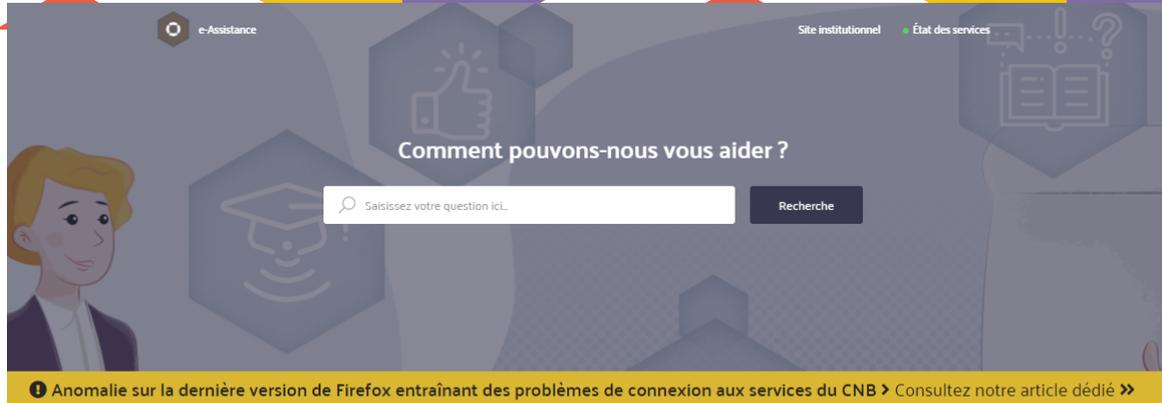
En plus de l'acte, la plateforme génère automatiquement une page de signature. Lorsque vous créez votre acte sur votre ordinateur, vous n'avez donc pas besoin d'ajouter un encart de signature.

[Flyer web e-ASSP.pdf](#)
(30 ko)

Cet article vous a-t-il été utile ?

Utilisateurs qui ont trouvé cela utile : 14 sur 23

E-ASSISTANCE ET LA MÉTÉO DES SERVICES



Articles à la une

- ★ Je n'arrive plus à me connecter aux services numériques du CNB avec Firefox 84. Que faire ?
- ★ Je rencontre un problème pour me connecter à e-barreau. Que faire ?
- ★ Je n'arrive pas à accéder à mes dossiers via e-barreau. Que faire ?
- ★ Qu'est-ce que le Cloud Privé ?
- ★ Comment configurer mon compte Cloud sur mon logiciel de messagerie ou mon téléphone mobile ?
- ★ Le 26 août 2020, le certificat de votre Clé avocat change

assistance.cnb.avocat.fr

meteo.avocat.fr

e-barreau ancienne version	Disponible
90 days ago	Aujourd'hui
99.95 % uptime	
Nouvel e-barreau (octobre 2020)	Disponible
90 days ago	Aujourd'hui
99.44 % uptime	
e-dentitas	Disponible
90 days ago	Aujourd'hui
99.9 % uptime	
Cloud Privé des Avocats	Disponible
90 days ago	Aujourd'hui
99.85 % uptime	
e-Actes	Disponible
e-Actes sous signature privée	Disponible
Site de consultation en ligne (avocat.fr)	Disponible
Service d'assistance du CNB	Disponible
Autres services	Disponible
Accès au RPVJ - Ensemble des juridictions civiles	Disponible
Tribunaux Judiciaires (RPVJ) ?	Disponible
Cours d'Appel (RPVJ) ?	Disponible

E-PARTAGE



PARTAGEZ VOS FICHIERS EN TOUTE SIMPLICITÉ ET SÉCURITÉ, AVEC ACCUSÉ DE TÉLÉCHARGEMENT

Sélectionnez un fichier (pour partager plusieurs fichiers ou un dossier, créez une archive au format .ZIP avant de la partager)



Taille maximum : 1 GB

Tous les fichiers sont cryptés

[CNB] Confirmation de téléchargement de fichiers

CN Conseil national des barreaux - Partage de fichier <partage-noreply@cnb.avocat.fr>
À

Cliquez ici pour télécharger des images. Pour protéger la confidentialité, Outlook a empêché le téléchargement automatique de certaines images dans ce message.

Bonjour,

Nous vous informons que le fichier « [redacted] » a été téléchargé le 25/01/2021 à 19h37.

Bien à vous,
Le Conseil national des barreaux.

Changer de fichier à partager

Téléchargement unique non oui

Si oui, le fichier ne pourra être téléchargé qu'une seule fois, donc le lien de téléchargement ne sera cliquable qu'une seule fois et le fichier sera automatiquement supprimé après ce téléchargement.

Si non, le fichier pourra être téléchargé jusqu'à expiration du lien de téléchargement.

Mot de passe

Si un mot de passe est saisi, le(s) destinataire(s) en aura(ont) besoin pour lire le document. Il leur sera transmis par mail.

Mot de passe à usage unique, sans contrainte de format et de taille.

Durée de disponibilité des liens de téléchargement du fichier 1 jour

Email pour recevoir l'accusé de téléchargement complet

Si vous ne renseignez pas ce champ, vous ne recevrez pas l'accusé de téléchargement du fichier et, pour des raisons de sécurité, il sera impossible d'en retrouver trace.

Envoyer

Paramétrez vos règles d'accès et de disponibilité

Soyez informé quand vos fichiers sont téléchargés

RAPPEL DE VOTRE EMAIL POUR RECEVOIR L'ACCUSÉ DE TÉLÉCHARGEMENT COMPLET.

Si vous ne renseignez pas ce champ, vous ne recevrez pas l'accusé de téléchargement du fichier et, pour des raisons de sécurité, il sera impossible d'en retrouver trace.

Email pour recevoir l'accusé de téléchargement complet

SAISIR VOS INFORMATIONS

Seuls vos nom et prénom seront communiqués aux/des destinataire(s).

Prénom & Nom*

Philippe BARON

SAISIR LES ADRESSES MAIL DES DESTINATAIRES

*Séparez les différents destinataires d'une virgule **

Email(s) destinataire(s)*

PERSONNALISEZ VOTRE MESSAGE

Limitez à 1000 caractères

Abandonner

Envoyer l'email

Envoyez le lien sécurisé directement depuis la plateforme

MES FICHIERS

Afficher 20 fichiers

Recherche

Fichier	Taille	Téléversé le	Téléchargement unique	Protégé par mot de passe	Limite de disponibilité	
[redacted]	263KB	25/01/2021 à 19h37	Non	Non	26/01/2021 à 19h37	Supprimer
[redacted]	905MB	25/01/2021 à 12h22	Oui	Non	26/01/2021 à 12h20	Supprimer

2 élément(s) affiché(s) sur 2

< Page 1/1 >

Listez et supprimez vos fichiers

E-ACTES SOUS SIGNATURE PRIVÉE (E-ASSP)

CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

Maître ROUGEOT

Initiateur

Tableau de bord

Mes actes

Contacts

Chercher un acte, un document, un contact

Mes actes

Date de dernière modification du plus récent au plus ancien

Filtrer par date Statut

+ Créer un nouvel acte

Nom de l'acte / N° de l'acte	Nom du dossier	Date de dernière modification	Date de signature	statut
Signa A-2919-2101		21/01/2021	-	En cours de signature
A-2489-0701		21/01/2021	-	En cours de signature
A-2853-2001		20/01/2021	20/01/2021	Signé
A-2488-1501		15/01/2021	-	En cours de signature

Informations

Numéro de l'acte: A-2919-2101

Nom de l'acte: Signa

Nom du dossier: Signa

Numéro interne du dossier

Statut: En cours de signature

Créé le 21/01/2021

Signataire(s)

- Hel MI A signer avant le 11/02/2021
- Hi MO A signer avant le 11/02/2021
- Si M A signer avant le 11/02/2021

Avocat(s) validateur

Aucun avocat validateur désigné pour l'acte

Documents

Mes Document(s)

M -image.pdf 0.633 MO

Vous pouvez ajouter votre griffe de signature (facultatif)

Ajouter ma signature

Tracer Image Effacer

Annuler Signer électroniquement

Gérez vos actes, ajoutez des validateurs pour les valider avant signature et permettez à vos clients de les signer numériquement

CONSULTATION.AVOCAT.FR



Consultation vidéo

Tableau de bord

Mon profil

Mes consultations

Mon agenda

Mon blog

Mes notifications



Maître Alain ROUGEOT
Spécialiste Droit de l'environnement

Barreau de Paris
180 boulevard Haussmann 75008 Paris

Votre profil est complet

Mettre à jour mon profil



Dernières demandes à valider



Mon blog

4
Articles publiés

12
Brouillons

1
Commentaires

141
Visites

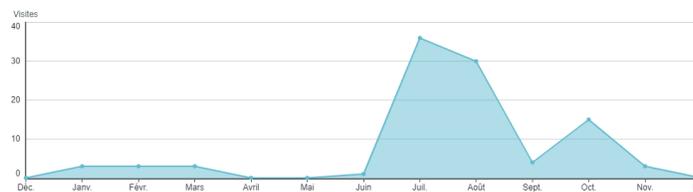
Publier un article

Visites de ma page profil

Période visites: 12 derniers mois

98

Visites



Maître Alain ROUGEOT
Barreau de Paris (depuis 2019)
Spécialiste Droit de l'environnement

Maître Alain Rougeot est avocat inscrit au Barreau de Paris. Ses domaines de compétences principaux sont en Droit pénal et Droit du patrimoine.

Le champ d'exercice de Maître Rougeot s'étend des prestations de conseil, comme les consultations juridiques, aux...

Cabinet : ROUGEOT ALAIN

180 boulevard Haussmann 75008 Paris

Rendez-vous cabinet Durée : 60 min	65€ TTC	Prendre RDV
Consultation vidéo Durée : 30 min	65€ TTC	Prendre RDV
Consultation téléphonique Durée : 10 min	35€ TTC	Demander un rappel
Question simple Réponse concise à votre question (moins de 1000 caractères)	25€ TTC	Poser une question
Consultation écrite Etude de votre dossier + possibilité d'ajout d'une pièce jointe	150€ TTC	Consulter par écrit

Voir sa Grille indicative des Honoraires

Compétences

- Droit de l'environnement
- Droit des successions et donations
- Droit commercial, des affaires et de la concurrence

Langues



Disponibilités

	Rendez-vous cabinet	Consultation vidéo	Consultation téléphonique
HORAIRES			
LUN			
MAR		✓	
MER		✓	
JEU			✓
VEN			✓
SAM			✓
08h - 10h		✓	
10h - 12h	✓	✓	✓
12h - 14h			✓
14h - 16h		✓	✓
16h - 18h		✓	✓
18h - 20h	✓		

Contactez Me Rougeot

Soyez visible sur le plus grand annuaire des avocats et permettez à vos clients de prendre directement rendez-vous avec vous, gérez votre profil, vos tarifs, vos disponibilités.

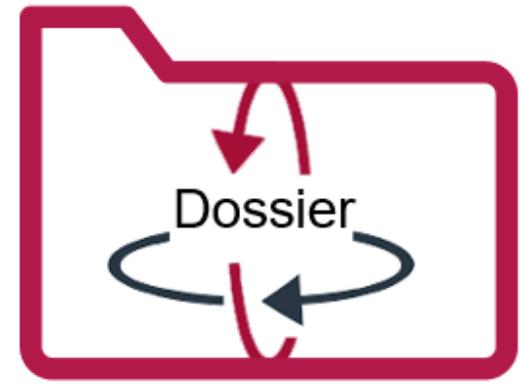
NOUVEL E-BARREAU



Fichier



Messagerie



Dossier



Contacts



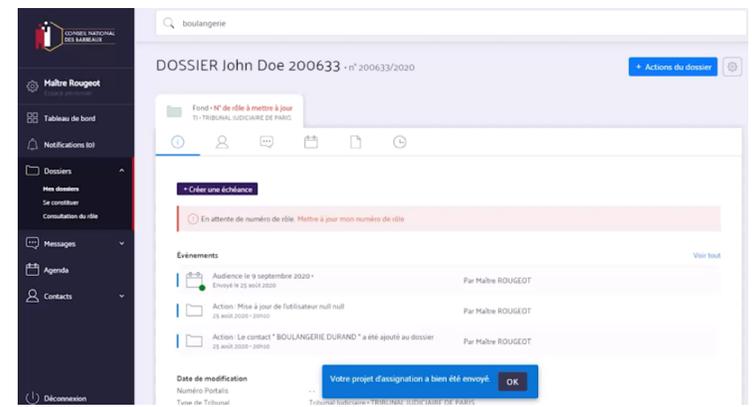
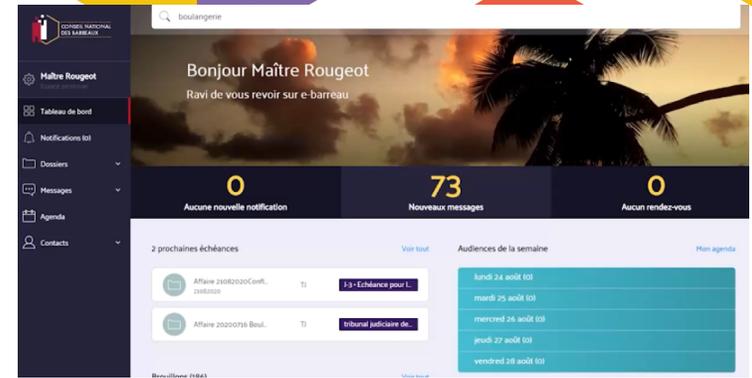
Agenda



Procédures



Notifications



Sur le nouvel e-Barreau, lancez et suivez vos procédures, échangez avec vos confrères, vos clients, gérez votre agenda, vos contacts et vos fichiers, communiquez avec les juridictions (TJ et cours d'appel) une expérience utilisateur continue, fluide et complète.

PRISE DE DATE ÉLECTRONIQUE

Depuis le 1^{er} septembre 2021 de nouvelles modalités de réservation de la date de première audience s'appliquent



La réservation de la date de première audience et sa communication par le greffe interviennent exclusivement par la voie électronique et donc via l'application e-Barreau, dans les procédures écrites ordinaires relevant du Tribunal judiciaire.



L'arrêté du 9 mars 2020 a été modifié par l'arrêté du 9 août 2021



Les avocats doivent utiliser le module e-Barreau prévu pour la réservation électronique de la date

PRISE DE DATE ÉLECTRONIQUE

Depuis le 1^{er} septembre 2021 : les modalités de communication de la date par les greffes (et donc de sollicitation par les avocats) sont les suivantes :

PRINCIPE : La communication de la date intervient par tous moyens (téléphone, fax et courrier)

EXCEPTION : La communication de la date intervient uniquement par la voie électronique dans les procédures écrites ordinaires, pour lesquelles la communication électronique est d'ores et déjà obligatoire en vertu de l'article 850 du Code de procédure civile

DEROGATION : En cas de cause étrangère à celui qui la sollicite (problème technique rendant impossible l'utilisation du module e-Barreau, par exemple), les avocats disposent de la possibilité de réserver une date par tous moyen (téléphone, fax, courrier électronique)

NOUVEL E-BARREAU – FAIRE UN PLACEMENT AU FOND

NOUVEL E-BARREAU – INTERJETER APPEL



1

MERCI À TOUS POUR VOTRE PARTICIPATION À CET ATELIER !





ÉTATS GÉNÉRAUX

DU DROIT DE
LA FAMILLE &
DU PATRIMOINE

18^{ÈME} ÉDITION